

XI Congrès AFSP - Strasbourg 2011

ST 53 : Genre et nation, Frotiée Brigitte, ISP-Cachan, frotiee@isp.ens-cachan.fr

Des temps forts de la mobilisation des Espagnoles contre le nationalisme franquiste

Au XX^e siècle, les mouvements espagnols de femmes ont révélé une rapide et forte capacité à s'organiser et à se mobiliser contre le nationalisme conservateur de la droite espagnole à deux moments critiques, d'incertitudes où le régime politique oscille entre dictature et démocratie.

Le premier temps fort est celui de la guerre civile (1936-1939) après le coup d'Etat militaire du général Franco contre le gouvernement républicain, élu, du Front populaire, pour instaurer un régime autoritaire et revenir sur les acquis égalitaires de la deuxième République (1931-1939). Le décès du fondateur du franquisme marque le deuxième temps, celui de la transition politique (1975-1978) matérialisée par la Constitution de 1978 qui re-intègre dans ses articles, le principe d'égalité entre les sexes.

Ces mises en action collective de regroupements d'organisations de femmes face à des événements qui mettent en jeu la nature même de l'Etat espagnol, entre contraintes et opportunités¹, sont au centre de l'exposé. Ces regroupements ont tous en commun d'associer la cause des femmes à la lutte anti-franquiste. Toutefois, entre les deux temporalités considérées, soit près de quarante ans, les contextes national et international ont changé de configurations en termes de circulations des idées et d'ordre politique dominant.

Ce décentrement temporel du regard sur les mouvements de femmes espagnoles n'est pas sans écueils. Seuls quelques auteures féministes espagnols², historiennes ou sociologues, ont travaillé sur des archives et ont réalisé des entretiens avec des protagonistes de ces mouvements, leurs travaux restent méconnus en France. Nous y puiserons l'historique des principaux regroupements qui ont marqué le féminisme espagnol. Par ailleurs, les outils théoriques en sciences politiques sur les mouvements sociaux et la transnationalisation se sont forgés dans des contextes démocratiques et à une époque où les effets de la globalisation en local sont questionnés en associant notamment genre et développement. Or dans le cas de l'Espagne, des femmes qui ont déjà obtenu des droits civils, politiques et individuels, se regroupent, élaborent des projets politiques dans des contextes où la nature même de l'Etat-nation est incertaine pour garantir des droits qui leur ont été acquis. Les mouvements féminins espagnols ont donc bien une histoire singulière dans la lutte de leurs droits avec l'existence d'une capitalisation cognitive antérieure au franquisme et cela incite à renouveler le regard sur les effets de l'Europe sur l'acquisition de droits pour les Espagnoles, et donc à questionner les interactions entre contexte national et international en termes de circulation des idées sur genre et démocratie dans le cas espagnol.

¹ Le concept de la structure des opportunités politiques, largement commenté, se révèle heuristique à notre analyse. Cf. Mathieu L., 2004.

² Cf. les travaux de Mary Nash, grande spécialiste des mouvements de femmes de la II^e République et de la guerre civile : Nash M., 1981 ; 1997 ; 2009.
Sur le féminisme de la transition, cf. les travaux de Martínez Ten C., Gutiérrez López P, González P, 2009 ; Alberdi I., Escario P., López-Accotto A-I, 1996.

Afin de démêler ces fils conducteurs, le premier point de l'exposé est consacré aux principaux regroupements d'organisation mobilisatrice dans la lutte anti-dictatoriale afin de saisir les conditions d'émergence de ces regroupements ; en 1936, c'est la perception de la menace de la perte des acquis républicains qui pousse au regroupement des mouvements de femmes. En 1975, c'est la perception d'opportunité qui rassemble les groupes de femmes opposées au régime ; leur capacité à se structurer et à s'unir, en 1936 deux grands regroupements s'opèrent mais leurs divergences idéologiques les empêcheront de s'unir alors qu'en 1975, les regroupements arrivent à faire cause commune le temps de retrouver leurs droits fondamentaux.

Puis, le deuxième point vise à mettre en perspective le poids des contextes³ national et international en termes de contraintes ou d'opportunités, de répertoires d'action, de capacité de coalition et de formulation politique de la cause des femmes quand la définition des relations Etat-société est en jeu : dictature contre démocratie. Il s'agit ainsi, pour le cas espagnol, de saisir comment entre composantes endogènes et exogènes, genre et démocratie se sont configurés.

La nature de l'Etat-nation, un enjeu pour les mobilisations féminines

Des droits des femmes acquis sous la IIe République

En 1931, dès la première année de la II^e République, les Espagnoles obtiennent le droit de vote sous la pression notamment de Clara Campoamor, suffragiste espagnole et présidente de l'organisation de l'Union républicaine féminine. Margarita Nelken (PSOE), Victoria Kent (parti radical socialiste) et Dolores Ibarruri (PCE) deviennent alors députés. De plus, la Constitution de 1932 amorce des réformes légales pour le statut des femmes dans les domaines du travail, de la famille, politique avec l'inscription d'articles sur l'égalité de sexes⁴.

Durant la IIe République, le droit d'association contribue à la progression rapide du nombre d'organisations de femmes tant à gauche qu'à droite : à droite, entre les conservatrices-catholiques (la *sección Femenina* de la Phalange) et les libérales-bourgeoises ; à gauche, entre les socialistes, les communistes et les anarchistes. Clivages qui reflètent ceux de l'Espagne et qui conduisent à la guerre civile. Le général Franco organise le coup d'Etat de juillet 1936 pour renverser le gouvernement du Front populaire et coupe l'Espagne en deux zones : une zone républicaine (*Roja*) et une zone franquiste. Dans la zone franquiste, les partis politiques au sein du Front populaire sont interdits, les lois de 1932 sur le divorce et le mariage civil y sont abrogées et sont mises en place des politiques antilaïques et antiparlementaires ainsi que la promotion du modèle de la femme au foyer « bonne épouse, bonne mère qui se doit de rester dans son foyer, sanctifié par l'Eglise. La bonne chrétienne se doit de s'éloigner du féminisme, aux conséquences fatales pour son âme. » (Morcillo Gomez, 1988, p. 63).

Ainsi, l'Espagne a connu un système constitutionnel libéral au début des années 30, des réformes progressistes durant la II^e République (gouvernement de coalition 1931-1936), l'arrivée au pouvoir, en 1936, du Front populaire par un électorat ouvrier révolutionnaire mais avec une coalition faible en l'absence des socialistes et des anarchistes au gouvernement, puis la guerre civile qui débouche sur la dictature franquiste avec pour piliers l'Eglise catholique et l'Armée.

³ Sur la prise en compte du contexte dans l'analyse de l'action collective cf. notamment Dobry M., 1995 ; Siméant J., 1998.

⁴ Pour exemple, en 1932, le divorce par consentement mutuel est instauré, la femme n'a plus besoin d'autorisation de son mari pour travailler et peut disposer de ses revenus.

Mobilisation active et disjointe de deux regroupements pendant la guerre civile : AMA et Mujeres libres

La guerre civile contribue à cristalliser d'une part des organisations féminines autour de l'objectif de lutte antidictatoriale, d'autre part des tensions idéologiques en fonction de leur appartenance à tel ou tel parti de la gauche ouvrière et plus précisément entre partis communiste et anarchiste (Ackelsberg M., 1999 ; Nash M., 1981, p. 250 ; Morcillo Gomez, 1998, p. 76-79), même si les répertoires d'action sont assez proches des uns des autres compte tenu de la double contrainte : de la guerre civile et des résistances des militants à une égalité réelle entre les hommes et les femmes au sein même des partis. Deux grands regroupements structurent la mobilisation des femmes contre le fascisme : *Agrupación de Mujeres Antifascistas* (AMA) et *Mujeres Libres* (ML). Ils sont tout d'abord présentés séparément puis mis en perspective quant à leurs divergences et similitudes.

Agrupación de Mujeres Antifascistas (AMA)

D'orientation communiste, le *Comite Nacional de Mujeres contra la guerra y el fascismo*, créé en 1933, est la première organisation de femmes antifascistes. En 1934, elle participe à la troisième internationale à Paris ainsi qu'au Congrès international de Femmes contre la guerre et le fascisme. Lors des élections de février 1936, l'organisation se déclare en faveur du Front populaire et regroupe près de 50.000 affiliées (Nash, 2009, p. 244). Dès le début de la guerre civile, le comité se structure en *Agrupación de Mujeres Antifascistas*. L'AMA édite la revue *Mujeres*, où sont invitées les femmes, de toute appartenance idéologique, à réaliser une alliance nationale de femmes contre le fascisme et à travailler ensemble pour soutenir le gouvernement du Front populaire dans l'effort de guerre afin de lutter pour la paix.

L'AMA se positionne, d'emblée, comme la seule organisation unitaire, transpolitique et représentative des femmes antifascistes d'Espagne. Par ailleurs, ce sera le seul regroupement de femmes soutenu officiellement par le gouvernement du Front populaire. Il regroupe aussi bien nationalistes catholiques Basques, des communistes, des socialistes, des syndiquées, des républicaines. Parmi les figures féminines du mouvement citons : Emilia Elías, Encarnación Fuyola, Dolores Ibarruri (plus connue sous le nom de la *Pasionaria*), Irene de Falcon, Margarita Nelken, Victoria Kent. L'AMA développe des comités en province et en local et se regroupe avec *Unión de Dones de Catalunya* (UDC). Il regroupe principalement des femmes de classes ouvrière ou moyenne basse : ouvrières, femmes au foyer, commerçantes, intellectuelles, paysannes et cherche à attirer les femmes des classes moyennes et pour y parvenir ont vidé de leur propagande le contenu révolutionnaire (Nash M., 1989, p. 118).

Leur positionnement et leurs objectifs sont de gagner la guerre et de consolider plus tard la révolution sociale. L'absence de référence à la révolution sociale dans leur propagande leur sera reprochée par le mouvement de femmes anarchistes de *Mujeres Libres* (Nash M., 1981, p. 244). Pour l'AMA, la lutte contre le fascisme est prioritaire pour la défense des libertés démocratiques, pour le droit à la liberté et le droit à l'éducation, comme unique voie de participation des femmes à la vie sociale et politique du pays. Par ailleurs, et non sans ambiguïté, le regroupement insiste sur les conséquences du fascisme sur les membres d'une famille et met en avant les sentiments maternels des femmes : la maternité évoque alors non seulement le courage mais aussi le sacrifice, symbole qui peut les inciter à convertir leurs fils en miliciens et défendre la cause républicaine (Nash, 1981, p. 245). M. Nash (2009, p. 98) souligne également que les affiches de propagande mettant en avant des femmes assumant un rôle masculin, auraient pour finalité de les inciter à accomplir leur devoir de soldat pour la cause antifasciste. Une autre figure, celle de l'héroïne qui travaille à l'arrière du front, viserait à inciter les femmes à participer au conflit, comme mère, comme épouse. Mais, ces images de la femme utilisées comme symboles sont autant instrumentalisées par l'un et l'autre camp.

Mujeres libres

Le deuxième grand regroupement est celui de *Mujeres Libres*, créée en 1936 à l'initiative de femmes libertaires. Il représente le premier regroupement qui tente de mettre en pratique l'anarcho-féminisme et défend la spécificité de la lutte des femmes au contraire de l'AMA. Les groupes se multiplient, environ 150, et se constituent en *Federación Nacional de Mujeres Libres*. Elle comporte moins d'affiliées que l'AMA (de l'ordre de 20.000). Il édite la revue du même nom en 1936, *Mujeres libres*, dont les cofondatrices sont Mercedes Comaposada, Amparo Pochay et Lucía Sánchez Saornil, dans laquelle s'expriment les différents courants qui la composent : les individualistes représentées par Federico Urales, Federica Montseny ; les collectivistes dont Lucía Sánchez Saornil. Une première conférence nationale à Valence, en 1937 est organisée avec les différentes organisations anarcho-syndicalistes (CNT), le groupe anarchiste radical, la fédération anarchiste Ibérique (FAI) et son organisation de la jeunesse anarchiste (FIJL). Par ailleurs, *Mujeres libres* est en contact avec Emma Goldman (anarchiste nord-américaine) qui écrit dans la revue.

Leur positionnement et objectifs : *Mujeres libres* part d'une triple considération : 1) l'existence d'une problématique féminine spécifique ; 2) la recherche, à l'intérieur de l'idéal révolutionnaire anarchiste, de l'égalité entre les hommes et les femmes ; 3) le besoin de créer une organisation pour les femmes à l'intérieur du système anarcho-syndicaliste, compte tenu de leur désintérêt pour la question des femmes. Elles se présentent dès le départ comme une initiative exclusivement féminine, dirigée par des femmes (Morcillo Gomez A., 1998, p. 77). L'organisation croit en l'auto-détermination et l'auto-émancipation des femmes pour impulser la révolution sociale, en dehors d'institution parlementaire et associe genre et classe pour l'instauration d'une société égalitaire révolutionnaire. Leur lutte pour la cause des femmes n'est pas seulement une lutte pour l'émancipation des femmes mais aussi une lutte sociale et syndicale, pour la création d'une société sans hiérarchies. L'organisation dénonce les relations de domination et de pouvoir, non sans contradictions entre la théorie et la pratique au sein des mouvements anarchistes (Nash M., 2009, p. 127 et p. 130-131).

Les femmes de *Mujeres libres* veulent rester autonomes face à l'hostilité des militants anarchistes et à leur indifférence aux problématiques des femmes. Toutefois, toutes ne partagent pas cette position, c'est le cas de Federica Montseny, pour qui les deux sexes sont opprimés et situe le problème de la femme dans la perspective de la transformation sociale de la société. Le comité national du mouvement anarchiste refuse une organisation féminine indépendante et refuse de leur accorder une reconnaissance officielle. *Mujeres libres* représente un risque pour lui au moment où le mouvement se restructure en Mouvement libertaire espagnol (MLE) : le risque de dénoncer le sexisme au sein des organisations libertaires. Le fait de ne pas être reconnue par leur parti réduit la marge d'action de ML et contribue à l'isoler. De plus, la guerre l'empêche de développer une plateforme d'action anarcho-féministe. Le regroupement disparaît en 1939.

L'AMA et Mujeres libres : similitudes et divergences

La fédération nationale de *Mujeres libres* refuse de participer à la grande conférence nationale de femmes antifascistes organisée en 1937. En 1938, lors de la conférence féminine du PSUC, Dolores Ibárruri renouvelle la demande de coopération avec les femmes anarchistes (Morcillo Gómez A, 1998, p. 75). *Mujeres libres* refuse toujours de les rejoindre. ML leur reproche leur affichage d'apolitisme alors que parti communiste contrôle l'AMA. *Mujeres libres* préfère continuer au sein de *l'Unidad del Frente Popular Antifascista* de tendance libertaire, pour « préserver son caractère et personnalité ».

Les clivages entre les deux grands regroupements s'articulent principalement autour de la problématique de la dilution des objectifs spécifiques des femmes dans la lutte antifasciste

ainsi que celle sur la stratégie de se regrouper quel que soit le parti d'appartenance et sur la subordination ou non de la cause des femmes à la cause révolutionnaire globale. La divergence des réponses est aussi marquée par une rivalité politique, fortement relayée dans les médias (Nash M., 2009, p. 150-153). Les deux regroupements agencent donc différemment les questions de genre, de lutte antifasciste et de démocratie. Pour l'AMA, les exigences spécifiques de genre sont subordonnées à la lutte globale pour éliminer le fascisme. Il rejette toute lutte révolutionnaire dans la lutte antifasciste pour gagner la guerre. Ce qui compte plus que l'identité de genre, c'est l'affiliation politique. En revanche, les anarchistes considèrent, en cohérence avec la stratégie politique de leurs partis, que le contexte de guerre permet d'accélérer à la rupture avec les structures patriarcales.

Mais, la guerre civile pose des questions de survie et les regroupements de femmes se trouvent obligés à identifier des priorités sociales collectives qui relèguent les rhétoriques à l'arrière plan face à la réalité de la société en guerre et en premier lieu, les difficultés de maintenir la continuité de la vie quotidienne. Au final, tous œuvrent à l'amélioration des conditions de vie des femmes, de leur intégration professionnelle, à l'instauration d'infrastructures de cantines, de garderies. Ils participent à l'action militaire et rencontrent les mêmes difficultés. La décision de se convertir en combattante défiait les conventions sociales, les miliciennes prennent part au combat, montent des barricades mais très vite, l'image de la milicienne se trouve discréditée par les hommes, qui n'étaient pas prêts à voir des femmes faire la guerre à égalité avec eux, et elles durent se retirer à l'arrière du front d'où elles ont organisé les activités d'assistance, d'auxiliaire ou occuper les postes de travail laissés vacants par les hommes partis au front.

Quelle que soit leur affiliation politique, les femmes de ces mouvements ont milité pour l'égalité d'accès aux sphères professionnelle et politique. Elles ont développé des activités sociales, économiques, d'éducation dans les villes mais aussi dans les villages de la zone républicaine. Ces femmes ont acquis une conscience politique, une conscience des discriminations dont elles font l'objet, à commencer au sein de leur propre organisation. Elles ont débattu, théorisé, affirmé leur identité collective.

Avec la victoire des armées franquistes, des femmes sont fusillées, emprisonnées ou exilées, tous comme les hommes républicains. Des féministes comme María Aurelia Capmany, María Campo Alange et Lili Álvarez, Lidia Falcón passent à la clandestinité. Les partis politiques, les syndicats, les associations autres que celles du parti de la Phalange (parti unique du régime) sont interdits.

Plus de trois décennies plus tard, une unité d'action des féministes pour associer genre et démocratie

S'il y a une discontinuité dans l'action collective en raison de l'absence de liberté d'expression sous le franquisme, il y a néanmoins une capitalisation cognitive depuis 1939 qui a résisté et une identité collective des femmes de gauche bâtie dans la lutte contre le franquisme. Des groupes féministes se constituent peu à peu et au tournant de la décennie 70, apparaît un féminisme espagnol nourri de son passé républicain, des expériences de la guerre civile ainsi que de la littérature internationale féministe et d'échanges au sein de divers réseaux féministes. La préparation, en 1974, de l'année internationale de la femme promue par les Nations unies pour 1975 constitue une opportunité pour les divers groupes féministes, qui jusqu'à là restent dispersés.

Les contraintes de la dictature : constitution de réseaux dans la clandestinité, absence de mouvement collectifs

Le 1^{er} avril 1939 s'ouvre quarante ans de franquisme avec suppression des libertés constitutionnelles et des droits politiques. L'ordre politique repose alors sur le national catholicisme et le national-syndicalisme (dont les piliers sont l'Eglise et l'Armée et la famille comme cellule de base). L'émancipation des femmes devient associée « à la décadence morale du régime démocratique républicain », responsable de détruire l'institution familiale et d'avoir trahi « leur condition féminine ». Seules les femmes appartenant aux associations reconnues par le ministère de l'Intérieur dont la plus importante est la section féminine de la Phalange (dirigée par Pilar Primo de Rivera) peuvent prendre la parole publiquement.

Toutefois, en dépit de la législation répressive et de l'endoctrinement de la section féminine, des femmes opposées au régime⁵ s'organisent au sein de certaines universités^{6,7}, de partis politiques d'opposition non autorisés, de mouvements ouvriers, mais aussi au sein d'associations légalisées comme celles de « voisins », de « femmes au foyer », « de veuves » ou d'associations internationales qui ont perduré sous le franquisme (Yusta Rodrigo M., 2005, p. 5-34). Ainsi, des femmes comme María Aurelia Capmany, María de Campo Alange, Lili Alvarez et Lidia Falcón constituent des groupes qui s'étendent progressivement sur le territoire espagnol.

La double opportunité de la préparation de l'année internationale de la femme et du décès du général Franco

Parmi ces groupes de femmes opposés au franquisme, citons⁸ :

- L'association Espagnole de Femmes universitaires, créée en 1920, disparaît en 1936, resurgit en 1953 pour promouvoir l'accès des femmes aux études supérieures.
- Le séminaire d'études sociologiques de la femme créé par María Lafitte en 1960 et jusqu'en 1986 contribue à la publication d'études sociologiques sur la femme et sa problématique spécifique (avortement, viol, contraception), et revendique également des droits pour les femmes.
- Le mouvement démocratique de femmes (MDM), constitué en 1965 qui lutte pour la défense du féminisme et la démocratie. Développe une stratégie de diffusion dans les villages et les quartiers, dans lesquels se créent des associations de femmes au foyer (amas de casas) et présente au vice président du gouvernement en 1967 un document avec plus de 1.500 signatures avec des revendications. Il ya des militantes du parti communiste (PC), du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), des organisations chrétiennes et des femmes sans étiquette politique. Le féminisme et la démocratie sont les deux postulats qui guident leurs actions (Femme et socialisme se crée en 1977).
- L'association espagnole de femmes juristes, fondée par María Telo en 1971, est apolitique et aconfessionnelle, et a pour objectif d'analyser les lois qui affectent les femmes et la famille. L'association participe aux Commissions qui élaborent les avant-projets pour la réforme du code civil du 2 mai 1975, qui supprime l'autorisation du

⁵ Colectivo Feminista de Madrid, 1977.

⁶ Une association de femmes universitaires servira de plate-forme pour des réunions, des conférences, des assemblées élargissant ainsi la diffusion du féminisme espagnol notamment à travers des publications ; c'est le cas en 1948 de Maria Campo Alange qui publie *La secreta guerra de los sexos* et, en 1961, *La mujer en España. Cien años de su historia*.

⁷ Le séminaire d'Etudes sociologiques sur la femme publie des ouvrages sur les femmes (*Habla la mujer* en 1967, *Mujer y aceleración histórica* en 1970. Il fut légalisé en 1977 et dissout en 1986.

⁸ Cf. Toboso P., 2009, p. 85-97.

mari pour travailler et reconnaît la capacité juridique de la femme. L'association prépare déjà une réforme sur le régime économique du mariage et du divorce, qui verra le jour en 1981.

- L'association pour la promotion et l'évolution culturelle (APEC) légalisée en 1974, elle organise des conférences et des rencontres dans toute l'Espagne notamment avec des féministes internationales comme Betty Friedman. Y militent des femmes de diverses idéologies.
- L'association de femmes séparées, fondée en 1974, dénonce dans les médias les réalités des séparations et des mauvais traitements pour ne pas qu'elles restent dans l'anonymat et réclame une loi sur le divorce. Les dirigeantes reçoivent des menaces de groupes d'extrême droite
- Le séminaire collectif féministe, fondé en septembre 1975, est partisan de l'unique militance, considérant que sans consignes des partis, les femmes ont plus de liberté pour défendre leurs intérêts.

En 1974, le gouvernement tente de s'approprier l'événement de la préparation de l'année internationale de la femme pour améliorer son image à l'international et désigne Pilar Primo de Rivera (présidente de la section féminine depuis 1936) présidente de la commission en charge de sa préparation. Elle a pour mission de coordonner tous les actes et programmes d'action prévus en 1975. Des commissions en province se mettent en place, des associations de femmes participent aux groupes de travail, et de nombreux débats ont lieu sur la situation des femmes en Espagne. Les associations opposées au régime, légales ou non, sont en désaccord avec le texte final des actes et commencent à s'organiser en collectif, se réunissent pour présenter une alternative aux propositions officielles de la section féminine et élaborent un programme commun. Un mouvement se forge alors dans un cadre d'opposition au franquisme et si, des différences idéologiques existent entre les groupes, tous ont en commun de vouloir mettre fin à la dictature et de se mobiliser pour un retour à la démocratie.

Une deuxième opportunité se présente pour le mouvement féministe en train de se structurer, c'est le décès du général Franco en novembre 1975. Ces associations se consolident alors et créent d'autres associations.

- Le collectif juridique féministe de Madrid (1975), sur l'initiative de Cristina Alberdi, Consuelo Abril et Angelina Cerrillos, agit pour changer les lois du code civil, du code pénal et du code du travail. Le collectif s'étend à toute l'Espagne.
- L'association démocratique de la femme, une initiative du parti communiste en 1976, entreprend une campagne de sensibilisation dans les quartiers ouvriers des grandes villes et y crée des délégations. Elle se dissout en 1979 après des tensions avec le PCF.
- Le front de libération de la femme, fondé aussi en 1976, réalise des campagnes pour la défense de la légalisation de la contraception, l'avortement et le divorce, et revendique la fin de l'exploitation des femmes, Lidia Falcón en est le leader.
- L'association catalane de planification familiale (1976), où participent quelques hommes, pour aider et informer les couples sur les problèmes de sexualité et de reproduction, et ouvrent les premiers centres de planning familial.

Fin 1975, les groupes féministes sont prêts à unir leurs forces pour revendiquer le changement de régime : la démocratie. Le séminaire collectif féministe (féministes radicales) organise les premières journées de libération de la femme à Madrid (sans autorisation), y participent près de 500 femmes venues de toute l'Espagne. Lors de ces journées, les débats

sont ravivés sur la double militance, la création d'un collectif interclasse, le féminisme contre les relations de domination. Un premier manifeste pour la libération des femmes est élaboré par un groupe dissident qui se divise en trois nouveaux groupes : le front de libération de la femme ; les séminaires collectifs féministes de Barcelone et de Madrid.

De son côté, MDM, organise des assemblées, des réunions, dénoncent dans les églises la situation des prisonniers politiques, les conditions de vie des femmes au foyer dans les marchés et revendique la liberté et la démocratie. Le MDM impulse la création d'associations de *Amas de casa* (femmes au foyer) afin d'atteindre les femmes des quartiers. Il publie en 1977 la revue *Mujer y su lucha*. Les groupes féministes se constituent en associations légales pour mener leurs activités collectives sur la scène publique.

L'unité de la plateforme de 1975 pour un programme commun

La première 'plateforme des organisations et des groupes de femmes de Madrid'⁹ est organisée en 1975, afin de réussir à trouver une unité dans la lutte commune pour la démocratie. La majorité des organisations féministes y participent : le séminaire d'études sociologiques, l'association espagnole de femmes universitaires, 18 associations de femmes au foyer (amas de casa), les associations de Chef de famille de Alcorcón, le Club des amis de l'Unesco, l'Association de Femmes séparées légalement, et des groupes du mouvement ouvrier catholique. La plateforme publie un document commun qui reprend les actions politiques à mener notamment : transposer le principe d'égalité d'accès au travail dans le cadre législatif ; développer l'égalité de l'éducation à tous les niveaux ; éliminer toute propagande sexiste ; réformer le droit de la famille, le droit fiscal et le droit social pour supprimer toutes les dispositions antiféministes ; la séparation de l'Église et de l'Etat ; l'organisation d'une marche en janvier 1976 pour l'égalité à Madrid, (il y aura près de 3.000 participantes).

Une coordination des organisations féministes se met en place et devient l'interlocuteur des médias et des pouvoirs publics. Dès lors, le travail collectif se poursuit entre les divers groupes féministes et, s'organisent des réunions hebdomadaires, des tables rondes, des manifestations à Madrid mais aussi dans les provinces espagnoles. En mai 1976, ce sont les premières journées « *Catalanas de la Dona* », y assistent entre 2.000 à 4.000 femmes. Toujours en 1976, le 13 décembre, c'est l'ouverture à Madrid du congrès de l'association internationale de Femmes juristes sur les problèmes juridiques de la femme, présidé par le ministre de la Justice où est présente l'association de femmes juristes. Elle crée la Commission des études juridiques, qui présente sa première communication au Congrès du collège des avocats de Madrid sur la femme et le droit civil qui a servi de base à la réforme du code civil. Les rapports produits sont transmis au gouvernement.

La coordination des organisations féministes réclame au premier gouvernement de la transition des politiques en faveur des femmes et en 1977, une vice présidente des Affaires de la femme est nommée au sein du Ministère de la culture.

Lors de la plateforme organisée en 1978 est élaboré un programme qui associe l'égalité de sexes et démocratie, il y est pris en compte l'ensemble des revendications évoqué lors des nombreux et divers travaux féministes, notamment : l'égalité entre toutes les personnes garanties par l'Etat, des droits individuels, la contraception, le divorce, l'avortement, ainsi que l'éducation laïque et gratuite ce qui implique la séparation de l'Église et de l'Etat. Le programme est présenté au président des Cortés alors que l'avant projet constitutionnel est en cours de rédaction. Les principes d'égalité et de non discrimination sont intégrés dans la

⁹ En 1977, elle devient la plateforme des organisations féministes et groupes de femmes de Madrid, puis en 1978, la plateforme des organisations féministes.

Constitution de 1978, toutefois, le texte final de la Constitution ne donne pas satisfaction à tous les groupes féministes, certains considèrent que bien qu'insuffisant c'est un point de départ, pour d'autres, le texte est machiste et antidémocratique, ce qui crée des tensions dont la presse s'empare et la scission est proche, elle se concrétise en 1979 lors des nouvelles journées féministes de Grenade entre le féminisme de l'égalité et le féminisme de la différence.

Genre et nation, variabilités des conjonctions entre national et international

La structure organisationnelle des luttes féministes opérationnelle dès le décès du fondateur du franquisme rend possible l'élaboration d'une action collective unifiée aux premières heures du processus démocratique. Cette action collective porte un projet politique qui associe droits des femmes et démocratie. En moins de trois ans, les féministes de la transition politique réussissent à mettre sur agenda politique leurs demandes d'égalité entre les sexes avec l'inscription dans la Constitution de 1978 d'articles relatifs aux principes d'égalité et de non discrimination en raison de sexe.

Il a été observé précédemment que cette mobilisation unifiée des mouvements féministes entre 1975 et 1978, si prompt à saisir les opportunités, ne peut se comprendre sans intégrer l'histoire même du féminisme espagnol et les tensions générées aux moments où les mouvements de balanciers entre démocratie et dictature apparaissent. Les deux étant aussi soumis aux idées dominantes qui circulent dans les pays occidentaux et à leurs évolutions tant dans le modèle des relations hommes-femmes que dans celui du modèle d'Etat nation.

Les féministes de la transition ont construit un argumentaire qui mobilisent les ressources normatives, cognitives et instrumentales promues par les instances internationales en faveur de l'égalité des sexes et du 'droit d'avoir des droits' associé à démocratie. Leur réactivité vient aussi du phénomène de capitalisation cognitive héritée des générations qui les ont précédées ; leur unité, des débats et divisions entre lutte pour la cause des femmes et lutte antidictatoriale et le traumatisme laissé par la guerre civile.

Essayons d'explorer quelques pistes concernant les mutations entre contexte national et contexte international et leurs impacts sur la formulation politique de la cause des femmes insérée dans la lutte antidictoriale franquiste.

Mutations entre contexte national et contexte international

Comment les rapports de l'international s'inscrivent dans les enjeux nationaux ? Comment ils interfèrent sur la formulation politique des organisations de femmes ? Nous proposons des éléments de réponse, soumis au débat.

En 1936, la montée des ordres politiques totalitaires, les affrontements idéologiques entre d'une part les anarchistes, communistes, socialistes, et d'autre part, ces derniers et les partisans du fascisme, du libéralisme débouchent sur la guerre civile espagnole mais aussi sur la deuxième guerre mondiale et, en amont sur les révolutions en Russie, et en aval, à d'autres conflits armés. Sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, d'un côté, un processus de modernisation était en marche avec la promotion d'un modèle égalitaire, porté par les courants politiques de gauche : incorporation des femmes à la vie politique, professionnelle, culturelle, le droit de vote était acquis dans un certain nombre de pays occidentaux, dont l'Espagne et d'un autre côté, la promotion du modèle patriarcat avec maintien de la femme au foyer au nom d'un ordre moral, politique et social (porté par les courants politiques de droite et l'Eglise catholique, modèle dominant en Europe à cette époque). L'internationalisation de ces différents courants remonte en amont du tournant du

XXe siècle, notamment, les mouvements internationaux ouvriers et les mouvements féministes¹⁰, qui ont joué un rôle durant la guerre civile espagnole.

L'Espagne, ne sera pas le seul pays occidental à avoir un Etat autoritaire, mais il se maintient pendant 40 ans. Pendant cette longue période, les configurations entre les forces en tension ont évolué au sein des pays occidentaux. Après la deuxième guerre mondiale, une recomposition de l'ordre politique international est à l'œuvre avec notamment la montée des idéaux des droits de l'homme et démocratiques, d'organisation de conventions internationales, de création d'instances internationales de régulation dont l'ONU mais aussi avec la construction de la CEE devenue l'UE.

Au cours de la décennie 70, d'une part, s'affirment les causes propices à l'universalisme égalitaire comme les droits des femmes lors du Congrès international de Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975 promu par les Nations unies qui y déclare l'année internationale de la femme. D'autre part, dans le cadre d'expansion des Etats providence et de l'entrée massive des femmes dans le travail salarié, les politiques gouvernementales des démocraties libérales occidentales ont été investis d'agendas politiques nouveaux, faisant progressivement de la lutte contre les inégalités entre les sexes, un objet d'interventions publiques désormais légitimes, voire d'injonctions programmatiques où la réduction des inégalités de genre associée à développement deviennent des indicateurs indissociables des jeunes démocraties (Berkovitch, 1999 ; Chen, 1996).

Les féministes de la transition s'appuient sur cette injonction pour légitimer leurs revendications. Elles développent un argumentaire qui associe le passage de la dictature à un système politique démocratique à la mutation du système patriarcal autoritaire à une société moderne et non sexiste. De plus, elles utilisent la force symbolique et de rassemblement du principe d'égalité qui avait été banni par le régime franquiste, mais qui n'avait pas été assez fort pour rassembler tous les mouvements de femmes en 36-39 mais l'idée de démocratie n'était pas partagée par tous les mouvements de gauche, notamment les anarchistes de *Mujeres Libres* (mouvement affaibli dans la décennie 70).

Cet argumentaire a porté ses fruits auprès du premier gouvernement de la transition qui porte le projet d'une transition négociée avec la signature du pacte de stabilité sociale de la Moncloa en 1977. Cette même année, les partis politiques, les associations sont autorisées ainsi que la liberté de la presse. Les féministes ayant fait du lobby au sein de leurs partis et syndicats respectifs, les hommes politiques commencent à s'intéresser d'autant plus à la vision féministe du changement de société, l'intégration des droits des femmes au nouveau projet de société pour les Espagnols, que l'Espagne candidate pour adhérer à la CEE. En devenir membre, représente un projet collectif, identitaire pour les Espagnols, il s'agit alors d'apparaître comme une nation démocratique et rompre avec l'image de la dictature. L'environnement international favorable aux droits des femmes contribue à cet agencement. Les femmes de 1936 n'ont pas bénéficié de ce soutien, de cette opportunité, les droits acquis sous la II^e République étaient presque à contre courant en regard des forces dominantes à l'époque notamment celles portées par l'idéologie conservatrice catholique.

¹⁰ Cf. Gubin E., Jacques C., Rochefort F., Studer B., Thébaud F., Zancarini-Fournel M., 2004 ; Duby G., Perrot M., 1992 ; Thébaud F., 1998 ; Riot-Sarcey M., 1994.

Des implications sur la formulation politique de la cause des femmes

L'analyse des regroupements de femmes durant la période de la guerre civile révèle des affrontements idéologiques sur la nature même de l'Etat-nation en devenir et sur l'agencement des luttes anti-dictoriales avec la lutte de l'égalité entre les sexes. Suite à l'arrivée au pouvoir du Front populaire espagnol puis de la guerre civile, les mouvements de femmes, qui s'impliquent dans la lutte anti-nationaliste de la droite conservatrice et catholique franquiste, sont proches des partis de la gauche ouvrière marquée à l'époque par les idéologies révolutionnaires anarchistes et communistes qui n'ont pas la même vision de l'Etat. Cela a eu des implications quant à leur formulation politique de la cause des femmes respectivement associée à la lutte commune, celle contre la prise de pouvoir de Franco par la force armée. Il ne se produit pas alors une vision partagée d'un projet politique associant genre et Etat-nation.

Pour l'AMA, de militance communiste, le genre, comme la lutte révolutionnaire sont subordonnés à la lutte contre le fascisme pour gagner la guerre et pour cela les militantes pensent qu'elles doivent regrouper les femmes de toutes tendances politiques et de toutes classes et elles font le choix de ne pas constituer un regroupement totalement autonome du parti, qui participe par ailleurs au gouvernement élu. En revanche, le regroupement de ML, composé d'anarchistes, développe une stratégie de résistance fondée sur la double lutte : révolutionnaire et de genre qui repose d'une part sur l'élimination de l'exploitation sociale et économique ainsi que sur la destruction de l'Etat, d'autre part sur la suppression de la suprématie masculine pour terminer avec les structures patriarcales. ML pose ainsi la révision des relations de pouvoir entre les sexes au cœur de leur lutte (Nash M., 2009, p. 134-135). Il élabore une pensée anarco-féministe de classe ouvrière dans ce contexte de guerre civile, qui repose sur la mise en avant des spécificités de la lutte des femmes pour leurs droits intégrée dans l'idéal révolutionnaire anarchiste. A la différence de l'AMA, ML revendique son autonomie par rapport au parti. Pour ce dernier, la guerre est une opportunité de révolution sociale qui permet une stratégie globale d'émancipation des femmes pour parvenir à une société égalitaire. De nombreux débats ont lieu à travers les publications des unes et des autres et posent, avant même de ce qui est appelée la deuxième vague féministe : la question de sexe et de classe, la remise en cause du patriarcat, l'intégration de la lutte de la libération des femmes dans un projet de société. En 1939, les forces armées franquistes gagnent la guerre, et s'en suit une répression très violente contre les républicain(e)s. Cela a eu un coût fort pour les femmes (exilées, emprisonnées, fusillées) et pour les mouvements de femmes en faveur de l'égalité qui ont perdu la liberté d'expression, produisant une discontinuité dans les mobilisations féminines. Toutefois, ces femmes militantes ont inscrit de leurs empreintes le féminisme espagnol.

Le féminisme espagnol retrouve une visibilité au début de la décennie 70 (même s'il ne s'affiche pas comme tel car tous les groupes ne sont pas légaux et ne sont pas soutenus par les partis de gauche, également dans la clandestinité : 1) il prend appui sur des réseaux de collectifs fragmentés et dispersés ; 2) il est proche des mouvements féministes européens (dont les français) et sensible aux nouveaux mouvements radicaux qui apparaissent aux USA ; et par les transformations des conditions de vie dans le pays (industrialisation, entrée des femmes sur le marché du travail et à l'université). Déjà sont organisés des plateformes, des séminaires (sur femme et famille, féminisme et politique, histoire du féminisme, femme et éducation) et se développent des services d'assistance, des centres clandestins de planification familiale, d'assistance juridique.

Ceci explique certainement d'une part la réactivité des groupes de femmes de la transition dès que l'environnement international et national se révèle plus propice à un nouveau cycle contestataire, et d'autre part, la recherche d'unité dès les premières heures pour faire cause commune au-delà de leurs différences idéologiques.

Genre et démocratie, les singularités du cas espagnol

Quelle que soit la période considérée, le féminisme espagnol est traversé de tensions qui génèrent à un moment ou un autre des divisions, entre les unes qui prônent l'égalité et les autres, la différence ; entre celles qui prônent la double militance et les autres, l'autonomie ; entre le féminisme bourgeois et le féminisme radical... Ces divisions sont loin d'être spécifiques au féminisme espagnol et prennent racines au tournant du XXe siècle.

Ce qui apparaît plus spécifique à l'Espagne est l'inscription de la lutte des mouvements de femmes dans des contextes où la nature de l'Etat est incertaine, instable et met en jeu leurs droits, le basculement de la démocratie à la dictature, puis de la dictature à la démocratie. Ainsi, la question des droits des femmes s'est profondément ancrée, construite à l'intérieur même de la question démocratique depuis les années 30.

De plus, le terrain autoritaire durant quarante ans a masqué les dynamiques du féminisme espagnol qui se révèlent par cycles alternés entre visibilité et invisibilité. Il n'a pu être ni linéaire ni unifié, mais l'est-il dans les autres pays occidentaux ?

En effet, on a observé l'existence même d'un féminisme national déjà actif sous la II^e République ; de la capacité de groupes de femmes à s'organiser, à se mobiliser et à se regrouper pour une cause commune de manière plus ou moins large selon les regroupements aussi bien durant la guerre civile que lors de la première année de la transition politique. Tous ont cherché à communiquer, à diffuser auprès de femmes non militantes (dans les campagnes, les quartiers, les usines...) pour les sensibiliser à la lutte contre le franquisme et pour « *agitar la conciencia de las mujeres* ». Tous ont conçu des projets alternatifs pour la redéfinition des relations entre Etat-nation et société impliquant la transformation de la vie des femmes dans les sphères privée et publique, dans le refus commun d'un Etat qui instaure le patriarcat comme ordre politique et moral.

Ainsi, au-delà des discontinuités de l'action collective liées aux contraintes répressives du franquisme, une conscience féministe a perduré et les féministes de la transition ont appris des expériences de leurs aînées et elles n'ont pas reproduit les divisions au moment de saisir les opportunités que leur offraient l'international et la construction européenne. Certes, il y a alors un consensus sur la nature de l'Etat-nation à mettre en place, une démocratie.

Le cas espagnol se singularise par le fait que les féministes ont réussi à imposer et à associer la question des droits des femmes à l'instauration de la démocratie, sans toutefois, qu'elles aient été elles-mêmes reconnues comme en étant les protagonistes par les médias ou les hommes politiques de l'époque ou encore aujourd'hui par les transitologues.

Références bibliographiques

- Ackelsberg M., *Mujeres Libres. El anarquismo y la lucha por la emancipación de las mujeres*, Barcelone, Virus, 1999 ; Nash M., 1981, op.cite, p. 250.
- Alberdi I., Escario P., López-Accotto A-I , *Lo personal es político. El movimiento feminista en la transición*, Madrid, Ministerio de Asuntos sociales-Instituto de la Mujer, 1996.
- Berkovitch N., *From Motherhood to Citizenship: Women's Rights and International Organizations*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1999.
- Chen M. A., « Engendering world conferences », dans Weiss T., Gordenker L. (eds), *NGOs, the UN and Global Governance*, London, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1996, p.139-158.

- Colectivo Feminista de Madrid, « El feminismo español en la década de los 70 », *Tiempo de Historia*, n 27, 1977, febrero, p. 29-37.
- Dobry M., « la causalité de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et conflits*, 1995,17, p. 111-136.
- Duby G., Perrot M.(dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Plon, 1992.
- Gubin E., Jacques C., Rochefort F., Studer B., Thébaud F., Zancarini-Fournel M. (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2004.
- Martínez Ten C., Gutiérrez López P, González P (dir.), *El movimiento feminista en España en los años 70*, Fundación Pablo Iglesias, 2009.
- Martínez Ten C., Gutiérrez López P, González P (dir.), Fundación Pablo Iglesias, 2009, p. 85-97.
- Mathieu L., « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue Française de sociologie*, 2004, 45-3, p. 561-580.
- Morcillo Gomez A., « Feminismo y lucha política durante la II República y la guerra civil », *El feminismo en España : dos siglos de historia*, Folguera P. (dir.), Ed. Pablo Iglesias, Madrid, 1988.
- Nash M. « L'action des femmes dans la guerre d'Espagne », *Encyclopédie Politique et historique des Femmes*, C. Fauré (dir.), PUF, 1997, p. 603-622.
- Nash M., *Mujer y movimiento obrero en España*, Ed. Fontamara, Barcelone, 1981.
- Nash M., *Rojas, las mujeres republicanas en la guerra civil*, Taurus, Madrid, 2009.
- Riot-Sarcey M., *La démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Albin Michel, Paris, 1994.
- Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- Thébaud F., *Ecrire l'histoire des femmes*, ENS Editions, col. sociétés, espaces, temps, Paris, 1998.
- Toboso P., «Las mujeres en la transición. Una perspectiva histórica : antecedentes y retos», *El movimiento feminista en España en los años 70*. Madrid, Ed. Cátedra Ediciones, Feminismos, 2009.
- Yusta Rodrigo M., «Las mujeres en la resistencia antifranquista, un estado de la cuestión», *Mujeres en el franquismo*, Grenade, arenal, 2005, Vol. 12, n°1, p. 5-34.